

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 janvier 2006
Français
Original: anglais

**Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs
de la Conférence internationale sur la région
des Grands Lacs****I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis conformément à la lettre datée du 15 décembre 2005 (S/2005/794), qui m'a été adressée par le Président du Conseil de sécurité. Dans mon dernier rapport au Conseil sur la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, en date du 17 novembre 2003 (S/2003/1099), je retraçais le processus préparatoire de la Conférence et informais notamment le Conseil des objectifs et de la structure de la Conférence et des participants à la Conférence. Il s'est produit depuis un certain nombre d'événements majeurs, dont l'organisation, dans de bonnes conditions, à Dar es-Salaam les 19 et 20 décembre 2004, du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs, l'intensification du dialogue politique entre les pays de la région grâce principalement à la tribune qui leur était offerte et à la dynamique engendrée par la Conférence, et les travaux préalables à l'adoption du Pacte de sécurité, stabilité et développement envisagé. Le deuxième Sommet préparatoire des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence qui devait se tenir en décembre 2005 à Nairobi a été reporté ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 54 à 57 ci-dessous.

2. Le présent rapport se compose de six sections, qui traitent des résultats du Sommet de Dar es-Salaam et des directives des chefs d'État et de gouvernement de la région des Grands Lacs en vue de la mise au point du Pacte de sécurité, stabilité et développement qui devait être signé au deuxième Sommet (sect. II); du cadre politique et technique ainsi que de la date limite fixée à la mise au point du Pacte (sect. III); des grands axes du projet de pacte (sect. IV); des effets positifs du processus de mise en route de la Conférence (sect. V); des incidences du report du Sommet de Nairobi (sect. VI) et des observations et des recommandations sur la suite du processus (sect. VII).

II. Le Sommet de Dar es-Salaam

3. Les préparatifs de la Conférence ont commencé à Nairobi en juin 2003, avec la première réunion des coordonnateurs nationaux des six pays membres de l'époque (Burundi, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie



de Tanzanie et Rwanda). Ils se sont poursuivis tout au long du deuxième semestre de 2003 et de l'année 2004, pendant lesquels un accord s'est dégagé sur les thèmes prioritaires et les cadres politique et technique de la Conférence, sur le calendrier des activités et sur le processus qui a débouché sur le premier Sommet. Pendant 18 mois, on a aussi assisté à la constitution, en décembre 2003, du Groupe des Amis de la région des Grands Lacs, composé de 28 pays, 25 membres de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) et trois pays africains (Afrique du Sud, Gabon et Nigéria), et de 10 organisations internationales. Le Groupe des Amis assure un lien fonctionnel entre la Conférence et les partenaires qui soutiennent le processus aux plans politique, financier et technique.

4. Au cours de cette période, l'ONU et l'Union africaine ont tenu des consultations avec les pays constitutifs de la région au sein du Comité préparatoire régional, ainsi qu'avec des parties prenantes essentielles, dont des organisations sous-régionales africaines, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les femmes, les jeunes, des organisations non gouvernementales régionales, des organisations confessionnelles, des parlementaires et des syndicats, afin de manifester le souci de la Conférence de s'ouvrir à tous. Ces consultations et réunions visaient à permettre aux pays constitutifs de la région de s'approprier le processus et à garantir que toutes les questions relevant des quatre thèmes retenus pour la Conférence (paix et sécurité, démocratie et bonne gouvernance, développement économique et intégration régionale, questions humanitaires et sociales) soient dûment débattues et reliées les unes aux autres dans une perspective régionale et pratique commune. Le projet de déclaration de Dar es-Salaam qui tient compte de ces consultations approfondies a aussi été négocié et approuvé.

5. Les États participants ont aussi accepté par consensus un septième membre, la Zambie, ont dû surmonter une grave crise au sujet de sa composition, quand quatre des pays cooptés, l'Angola, la République centrafricaine, la République du Congo et le Soudan, ont alors demandé à en faire partie en tant que membres à part entière. Il a fallu beaucoup de temps et d'énergie aux membres de la Conférence, à l'ONU, à l'Union africaine et aux autres parties prenantes pour arriver à débloquer la situation à temps pour que ces quatre pays soient acceptés et assistent au premier Sommet.

6. Le premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence, qui s'est tenu à Dar es-Salaam les 19 et 20 novembre 2004, a marqué la fin de la première phase de la Conférence. Les 11 pays constitutifs de la région (l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan et la Zambie) ont assisté, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, au Sommet, auquel le Président de l'Union africaine et moi-même participions en qualité de coordonnateurs au nom respectivement de l'Union africaine et de l'ONU. D'autres chefs d'État et représentants de membres cooptés (dont le Malawi, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe), ainsi que le Président de l'Afrique du Sud, des représentants du Groupe des Amis, des partenaires internationaux et régionaux y ont aussi participé aux côtés d'observateurs. À Dar es-Salaam, les pays membres ont adopté une déclaration sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs, désormais communément connue sous le titre de Déclaration de Dar es-Salaam.

7. La Déclaration de Dar es-Salaam constitue un jalon pour la région des Grands Lacs. Il s'agit du premier instrument politique régional et global dans lequel tous les dirigeants s'engagent conjointement à transformer la région des Grands Lacs en une zone de paix, de sécurité et de développement et tracent une feuille de route et des perspectives d'avenir.

8. La Déclaration énonce également les priorités de politique générale et les principes qui doivent régir des secteurs clefs des quatre thèmes qui préoccupent la Conférence : la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique et l'intégration régionale, les questions humanitaires et sociales. Les orientations politiques vont de la sécurité aux frontières communes et dans la région au contrôle des armes de petit calibre, de l'adhésion aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme à la fin de l'impunité et à la promotion de la bonne gouvernance, du développement économique intégré durable à la lutte contre le pillage des ressources et la corruption, et de la lutte contre les violences sexuelles à la mise au point de solutions durables aux problèmes persistants des réfugiés et des personnes déplacées.

9. La Déclaration énonce aussi des directives sur les protocoles et programmes d'action appelés à constituer le pacte, d'application obligatoire, de sécurité, stabilité et développement dont le deuxième Sommet de la Conférence sera saisi pour adoption à Nairobi.

III. Cadre pour la mise au point du Pacte de sécurité, stabilité et développement envisagé

10. Dans la Déclaration de Dar es-Salaam, les chefs d'État et de gouvernement chargeaient un comité interministériel régional, avec le concours du Comité préparatoire régional, de rédiger, sur des questions bien précises, des projets de protocoles et de programmes d'action concrets, applicables et se prêtant à une évaluation, pour chacun des quatre thèmes de la Conférence.

Comité interministériel régional

11. Le Comité interministériel rassemble les 11 ministres, principalement des affaires étrangères, chargés de l'organisation de la Conférence dans leur pays respectif. Les ministres des pays cooptés voisins (Botswana, Égypte, Malawi, Mozambique, Namibie et Zimbabwe), des représentants du Groupe des Amis de la région des Grands Lacs, du secrétariat conjoint ONU/Union africaine, d'organisations sous-régionales africaines, d'institutions, programmes et fonds des Nations Unies ainsi que des observateurs, participent aussi aux travaux de ce comité, avec des prérogatives et des rôles différents.

12. Le Comité interministériel régional est présidé depuis le premier Sommet par la République-Unie de Tanzanie, garante de la Déclaration de Dar es-Salaam, et plus précisément par son Ministre des affaires étrangères. Le Président a supervisé la rédaction des ébauches de programmes d'action, de protocoles et de projets qui constitueront le Pacte et a usé de ses bons offices pour régler des situations délicates, du niveau le plus technique, concernant la teneur des projets de documents, au niveau politique le plus élevé, notamment lorsqu'il lui a fallu dissiper

des désaccords et des tensions de plus en plus palpables entre pays membres, tout en trouvant une solution au problème de la date du Sommet de Nairobi.

13. Se fondant sur les options et les principes de politique générale prioritaires arrêtés par les chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration de Dar es-Salaam, le Comité interministériel examine et approuve toutes les ébauches de protocoles et de projets qui entrent dans les programmes d'action associés aux quatre thèmes de la Conférence, élaborés par le Comité préparatoire régional, pour examen par le deuxième Sommet. Il est aussi chargé d'activités de mobilisation, sensibilisation et promotion auprès des partenaires de la Conférence, aux niveaux tant régional qu'international. À cet égard, en septembre 2005, les ministres chargés de l'organisation de la Conférence se sont retrouvés en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies pour échanger leurs vues sur les progrès réalisés dans l'organisation du deuxième Sommet et dialoguer avec les ministres des pays partenaires sur l'orientation, les priorités et les modalités du soutien politique, technique et financier.

14. Depuis sa création, le Comité interministériel s'est réuni deux fois en 2005. À sa première réunion à Kigali, en février 2005, les ministres ont approuvé la structure et le fonctionnement du Comité lui-même et du Comité préparatoire régional, les questions à traiter dans les ébauches de protocoles, de programmes d'action et de projets, et le plan d'activités pour la deuxième phase de la Conférence qui débouchera sur le Sommet de Nairobi, ainsi que le profil des compétences requises pour la rédaction des documents et du budget au cours de la période critique qui précède le deuxième Sommet. À sa deuxième réunion, en juillet 2005, à Lusaka, le Comité interministériel a donc passé en revue les ébauches de protocoles et de projets, leur a attribué à chacune un rang de priorité plus ou moins élevé et a débattu du mécanisme de suivi au-delà du deuxième Sommet. Il devait tenir une troisième et dernière réunion à Bangui à la mi-novembre 2005 pour mettre la dernière main aux ébauches de programmes d'action, protocoles et projets avant le Sommet de Nairobi. Comme le Sommet a été reporté, la réunion de Bangui devrait se tenir en février 2006.

Comité préparatoire régional

15. Le Comité préparatoire régional est l'élément moteur de la coordination des travaux techniques de préparation des ébauches de programmes d'action, protocoles, projets et autres documents qui seront présentés au Comité interministériel régional. Le Comité préparatoire, de composition diverse, rassemble les coordonnateurs nationaux et leurs adjoints, aidés des responsables nationaux pour chacune des thématiques ainsi que des représentants de groupes de femmes, de jeunes et de la société civile. Les représentants des membres cooptés, du Groupe des Amis, des observateurs, ainsi que des partenaires africains sous-régionaux et régionaux participent aussi activement aux réunions du Comité préparatoire.

16. Les réunions du Comité préparatoire ont précédé et préparé les deux réunions du Comité interministériel de février et juillet 2005. Une session extraordinaire du Comité préparatoire s'est tenue à Luanda du 26 au 30 septembre 2005 pour entreprendre un examen approfondi de tous les projets de documents qui devaient être soumis à la dernière réunion du Comité interministériel, lequel, comme on l'a vu plus haut, devait se réunir à Bangui en octobre 2005.

17. Entre les réunions du Comité préparatoire et afin de les préparer, des groupes techniques thématiques ont vu le jour en tant qu'organes spécialisés du Comité préparatoire. Ces groupes sont chargés des travaux préparatoires de caractère technique nécessités par la rédaction des ébauches de documents de projets et de protocoles qui seront examinés aux réunions du Comité préparatoire. Quatre groupes, constitués en fonction des quatre thèmes de la Conférence, ont ainsi été créés depuis la première réunion du Comité interministériel. Comme le Comité interministériel l'avait recommandé à cette réunion, les groupes se composent de trois experts gouvernementaux et non gouvernementaux par thème. La tâche de ces experts a été facilitée par les contributions des institutions, programmes et fonds des Nations Unies, de la Commission de l'Union africaine et des autres partenaires africains et non africains qui participent au processus, notamment du Groupe des Amis et d'organisations sous-régionales africaines.

Coordonnateurs nationaux

18. Les coordonnateurs nationaux jouent un rôle capital dans la Conférence. Ils traitent de tous les aspects du processus et leurs réunions officielles comme leurs réunions officieuses, facilitées par le secrétariat conjoint ONU/Union africaine, détiennent la clef du succès de l'ensemble du processus préparatoire du point de vue politique, technique et organisationnel.

Secrétariat conjoint ONU/Union africaine

19. Le Bureau de mon Représentant spécial pour la région des Grands Lacs et la Commission de l'Union africaine qui a ouvert un bureau à Nairobi en 2004 ont d'emblée fait office de secrétariat de la Conférence. Le secrétariat conjoint, qui représente un lien vital entre les pays constitutifs de la région et leurs partenaires, s'est acquitté par ailleurs d'un certain nombre de tâches critiques : rédaction et coordination des ébauches de programmes d'action, protocoles et documents de projets, préparation et facilitation de toutes les réunions et établissement des rapports y relatifs, collecte et diffusion d'informations sur la Conférence, promotion et suivi des questions qui exigent des consultations plus approfondies et coordination de l'action de l'ensemble du système des Nations Unies dans le processus de la Conférence. Le secrétariat conjoint a aussi assumé la responsabilité de toutes les questions logistiques et administratives liées à l'organisation des réunions qui ont fait suite à la Conférence de Dar es-Salaam pour l'élaboration d'ébauches de programmes d'action, de protocoles et de projets (voir annexe I).

20. Suite au report du Sommet de Nairobi, les coordonnateurs nationaux, à leur dernière réunion le 7 novembre 2005, ont prié le secrétariat conjoint de préparer et organiser les réunions qui doivent se tenir pendant le premier semestre de 2006 (voir annexe II).

IV. État actuel du Pacte de sécurité, stabilité et développement envisagé

21. Les résultats positifs obtenus lors du premier Sommet de la Conférence, qui a abouti à la signature de la Déclaration de Dar es-Salaam, conjugués à un dialogue politique accru entre les pays de la région grâce essentiellement à la tribune offerte par la Conférence et à la dynamique qu'elle a engendrée, ont incité les chefs d'État

et de gouvernement de la Conférence à recommander l'adoption d'un Pacte de sécurité, stabilité et développement composé de deux volets : la Déclaration de Dar es-Salaam, d'une part, et les programmes d'action, protocoles et projets – à l'état d'ébauche –, d'autre part.

22. Le projet actuel qui sera soumis à la prochaine réunion du Comité interministériel en février 2006 reconnaît les liens essentiels qui sont la raison d'être de la Conférence : liens entre les pays de la région des Grands Lacs, entre leurs peuples, entre les gouvernements et les peuples, entre la région et ses voisins, entre la région et ses partenaires régionaux et internationaux, entre les questions de paix, de démocratie, de développement économique et leurs conséquences sociales et humanitaires et entre tous les projets conçus au titre d'un thème donné. C'est pourquoi les protocoles et projets contenus dans le Pacte sont tous de caractère transfrontalier et régional.

23. À l'issue d'un long et intense processus de rédaction, consultations, sélection et classement par ordre de priorité, les projets de documents auxquels on met actuellement la dernière main sont axés, selon les quatre thèmes de la Conférence, sur un nombre limité de politiques et activités dont les plus importantes et les plus novatrices sont décrites ci-dessous.

Paix et sécurité

24. Au titre de cette thématique de toute première importance, suite à la Déclaration de Dar es-Salaam, l'accent a été mis sur un projet de protocole de non-agression et de défense mutuelle dans la région des Grands Lacs. Ce protocole vise à atteindre les objectifs ci-après : prévenir les conflits armés qui impliquent directement ou indirectement plus d'un État ou y trouver une solution pacifique collective; concevoir des moyens concrets de mettre collectivement un terme à toutes les menaces à la paix et à la sécurité de la région; sauvegarder la souveraineté de chaque État Membre et respecter le principe de l'inviolabilité des frontières; interdire toute utilisation du territoire d'un État Membre pour tout acte de subversion ou d'agression quelconque à l'encontre d'un ou plusieurs États voisins, et prescrire des mesures collectives pour interdire et dissoudre les groupes armés. Au niveau opérationnel, le projet de protocole de non-agression et de défense mutuelle part des 12 zones de sécurité définies dans la série d'ébauches de projets de gestion conjointe de la sécurité aux frontières cités ci-dessous. Il vise à ce que tous les projets clefs soient intégrés et complémentaires les uns des autres et à faciliter la coordination globale de l'application du Pacte.

25. Une série de projets liés à la gestion conjointe de la sécurité des frontières communes, répartis en 12 zones bien définies, ont été déclarés prioritaires. Il s'agit entre autres de projets de désarmement des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, de désarmement des communautés d'éleveurs armés dans les zones frontalières entre l'Ouganda, le Soudan et le Kenya et de gestion des frontières dans certaines zones du Burundi, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Rwanda.

26. Plus précisément, le projet de désarmement des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo s'inscrit dans le cadre de l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka de 1999. Il porte avant tout sur le soutien politique et diplomatique aux efforts déployés actuellement en faveur du désarmement volontaire et forcé, sur la réforme du secteur de la sécurité dans les

pays intéressés, qui doit être entreprise de concert avec les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région et d'autres partenaires, et sur le renforcement des capacités de gestion de la sécurité aux frontières des autorités compétentes et des communautés frontalières, ainsi que sur le développement de l'activité économique de ces communautés. Le projet qui s'intéresse aux éleveurs armés des zones frontalières entre l'Ouganda, le Soudan et le Kenya vise essentiellement à mettre un terme aux vols de bétail transfrontaliers qui menacent sérieusement la sécurité dans la région. Il propose plusieurs mesures, dont la promotion d'activités économiques de remplacement, la sensibilisation coordonnée des populations intéressées et des activités de désarmement conjointes, ainsi que la construction et la réhabilitation de l'infrastructure physique et sociale aux frontières communes. Des activités visant à améliorer la sécurité dans son ensemble dans les 12 zones frontalières susmentionnées viennent le compléter. Ce projet est aussi lié à la thématique développement économique et intégration régionale.

27. D'autres projets prioritaires visent, conformément à la Déclaration de Dar es-Salaam, à soutenir, harmoniser et améliorer les initiatives et mécanismes régionaux existants. Ils ont pour objet de freiner la prolifération des armes de petit calibre et des armes légères, en partenariat avec le Centre régional des armes légères, basé à Nairobi, et le terrorisme et la criminalité transnationale, en partenariat avec le Centre régional de lutte contre le terrorisme, ouvert en 2005 au Kenya, de favoriser le déminage et la lutte contre l'utilisation des mines, en partenariat avec le mécanisme existant au Kenya et en République-Unie de Tanzanie. La lutte contre la criminalité transnationale est, pour des raisons évidentes, elle aussi liée aux thématiques démocratie et bonne gouvernance, d'une part, et développement économique et intégration régionale, d'autre part.

Démocratie et bonne gouvernance

28. Conformément à la Déclaration de Dar es-Salaam, dans la thématique démocratie et bonne gouvernance, les projets clefs gravitent autour du projet de centre régional de promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de l'éducation civique et prévoient une instance pour les parlementaires et des instances régionales non institutionnelles pour les femmes, les jeunes et la société civile.

29. En particulier, les projets de protocoles prioritaires retenus par les pays membres visent l'un la coopération judiciaire, la démocratie et la bonne gouvernance, et l'autre, d'importance capitale, la prévention et la répression du génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, ainsi que de toutes les formes de discrimination; celui-ci s'accompagne d'un projet prévoyant notamment la lutte contre l'impunité, la promotion de l'éducation civique et l'instauration d'une culture de paix et de tolérance.

Développement économique et intégration régionale

30. La thématique développement économique et intégration régionale met l'accent sur le projet de bassins de développement transfrontaliers qui vise à contribuer au renforcement de la coopération locale entre populations frontalières et pays voisins et à assurer une meilleure gestion de la sécurité aux frontières.

31. En s'attaquant à la question importante et délicate du pillage des ressources naturelles de la région, qui menace sérieusement la sécurité, les pays membres ont préparé à la fois l'ébauche d'un protocole capital et l'ébauche d'un projet de premier plan contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, renforcés par un projet de mécanisme régional pour la certification des minerais précieux. D'autres projets prioritaires en préparation concernent la réanimation de projets d'infrastructure (couloirs ferroviaires, pipelines), la relance de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et la promotion de la région des Grands Lacs en tant que zone spéciale de reconstruction et de développement, accompagnée d'un fonds spécifique de reconstruction. Le projet de protocole sur la zone et l'ébauche de projet sur le fonds sont aussi liés à des projets vitaux de gestion de la sécurité aux frontières au titre de la thématique paix et sécurité.

32. La restructuration de la CEPGL, organisation qui vit au ralenti depuis plusieurs années, est véritablement une source d'espoir pour la région, notamment pour ses membres fondateurs que sont le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda. Si elle porte ses fruits, et des indices aux plans régional et international le donnent à penser, la relance de la CEPGL et par la suite l'élargissement de sa composition seraient l'occasion de développer la région des Grands Lacs par l'intégration régionale. La CEPGL constituerait un instrument majeur de coopération économique et d'édification de la paix entre les pays de la région qui ont été les plus touchés par des conflits intimement liés les uns aux autres.

33. D'autres projets en préparation portent sur le développement de l'infrastructure des transports. Il est important de noter que, en raison de l'ampleur et du coût de certains de ces projets, en particulier de ceux de réhabilitation de l'infrastructure, l'accent a été mis tout spécialement sur les pays membres qui apportent le financement initial et cherchent des ressources financières auprès du secteur privé, initiative qui mérite d'être encouragée.

Questions humanitaires et sociales

34. L'accent est mis, au titre de cette thématique, sur la fourniture d'une protection et d'une assistance durables aux populations les plus vulnérables. L'offre d'une protection et d'une assistance aux personnes déplacées fait ainsi l'objet d'un projet de protocole essentiel qui, s'il était adopté et appliqué, serait le premier instrument juridique à donner force exécutoire aux principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays proposés par mon Représentant spécial pour les personnes déplacées. La prévention des violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants fait l'objet d'un autre projet de protocole important.

35. D'autres ébauches de projets de premier plan portent sur la préparation et la réaction aux catastrophes, la restauration des services sociaux de base et l'élaboration d'une stratégie coordonnée de lutte contre les maladies infectieuses dangereuses, comme le VIH/sida, moyennant le concours des deux initiatives sous-régionales existantes.

Questions transversales

36. Les questions telles que l'égalité hommes-femmes, le VIH/sida, les droits de l'homme, l'environnement et les établissements humains sont communes aux quatre

thèmes de la Conférence. Plusieurs consultations distinctes sur ces questions ont été organisées lors de l'élaboration des ébauches de programmes d'action, protocoles et projets. En outre, des représentants chargés de ces différentes questions ont régulièrement participé au processus, mon Représentant ayant en particulier rencontré à plusieurs reprises ses homologues du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), d'ONUSIDA et du Haut Commissariat aux droits de l'homme pour s'assurer que ces questions aient la place qu'elles méritent dans la Déclaration de Dar es-Salaam et dans les projets de documents dont la version définitive fera partie du futur Pacte de stabilité, sécurité et développement.

Mécanismes de suivi

37. Les pays membres de la Conférence ont clairement souligné qu'il fallait créer un mécanisme institutionnel régional de suivi, dont le fonctionnement serait contrôlé par l'ensemble des pays membres de la Conférence et appuyé par l'ONU et l'Union africaine.

38. L'actuel mécanisme de suivi a trois fonctions principales. Il permet de : a) superviser et contrôler l'application des différentes composantes du Pacte de stabilité, sécurité et développement; b) remplir les fonctions liées à la prévention, à la gestion et au règlement pacifique des conflits; c) entretenir des contacts étroits avec les hautes institutions régionales et internationales au sujet des thèmes de la Conférence et des problèmes de la région des Grands Lacs. Il se compose de trois organes principaux : le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence, le Comité interministériel et le secrétariat régional de la Conférence.

39. Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement devrait être l'organe suprême et le principal organe de décision de la Conférence. Il devrait être présidé à tour de rôle par les pays membres participants. Au nom de la Conférence, la présidence interviendrait dans les activités de prévention des conflits et de gestion des crises et entretiendrait des contacts avec les organisations internationales, les États non membres et tous les autres partenaires. Le Sommet se réunirait tous les deux ans, étant entendu qu'il pourrait tenir une session extraordinaire, notamment au début, si les chefs d'État le jugeaient nécessaire.

40. En tant qu'organe exécutif de la Conférence, le Comité interministériel définirait les stratégies d'application et suivrait régulièrement les progrès accomplis. En fonction de la nature des questions à examiner, d'autres ministres pourraient être invités à participer aux réunions interministérielles, organisées deux fois par an.

41. Le secrétariat régional de la Conférence, constitué de hauts fonctionnaires des pays membres, conformément à l'idée d'appropriation régionale du processus, serait l'organe technique et de coordination de la Conférence, avec à sa tête un directeur général ou un secrétaire exécutif.

42. En outre, chaque pays membre instaurerait un mécanisme national de coordination chargé d'entretenir des contacts avec le secrétariat de la Conférence et de veiller à ce que les divers acteurs sociaux participent à la mise en œuvre du plan d'action de la Conférence.

43. Le Groupe des amis de la région des Grands Lacs et les autres partenaires ont été invités à continuer d'appuyer la Conférence et à contribuer à la mise en place du secrétariat régional.

44. Il est prévu que le secrétariat conjoint ONU/Union africaine reste opérationnel pendant un certain temps après la signature du Pacte de stabilité, sécurité et développement afin d'aider le secrétariat régional de la Conférence à amorcer la mise en œuvre du Pacte.

V. Effets positifs de la Conférence

45. Comme il était indiqué dans la section précédente consacrée au Pacte de stabilité, sécurité et développement, la plupart des ébauches de protocoles et de projets retenues dans le cadre de la Conférence s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité, des conflits, de la guerre et de l'instabilité dans la région des Grands Lacs. S'ils sont adoptés et mis en œuvre, ces textes devraient contribuer à instaurer durablement la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans l'ensemble de la région.

46. Avant même l'adoption du Pacte, la Conférence a engrangé des résultats non négligeables. Dans une région où règnent les tensions, elle a contribué à maintenir ouverte, à tous les niveaux, la voie du dialogue entre les parties. Elle a également contribué à instaurer la confiance, dont le besoin se faisait cruellement sentir, dans des zones où la suspicion mutuelle était de règle. Par ailleurs, la Déclaration de Dar es-Salaam est un document historique dont découlent des engagements ambitieux auxquels la Conférence s'efforce de donner suite, au fur et à mesure qu'elle progresse. Une fois adoptées et mises en œuvre, les dispositions de la Déclaration et celles du Pacte offriront un cadre intégré propice à l'instauration durable de la paix et du développement économique et social à travers la région.

Sélection mûrement réfléchie d'initiatives propres à répondre aux besoins de la région

47. Les ébauches de protocoles et de projets qu'il est prévu d'adopter à Nairobi, qui ont reçu chacune un rang de priorité plus ou moins élevé, relèvent de deux catégories. La première correspond aux documents relatifs aux mécanismes qui s'appliquent actuellement à une partie de la région des Grands Lacs. Pour éviter les doubles emplois, les pays membres de la Conférence ont décidé de demander que les documents de cette catégorie soient mis en œuvre au moyen des mécanismes existants, ce qui est essentiellement le cas des questions relevant du développement économique et de l'intégration régionale. Cette demande va dans le sens de la Déclaration de Dar es-Salaam, qui préconise la promotion de politiques communes en vue d'harmoniser et d'appliquer les accords et les mécanismes existants.

48. La seconde catégorie regroupe des ébauches de protocoles et de projets qui visent à combler certaines lacunes au niveau régional, essentiellement au titre des thématiques paix et sécurité, démocratie et bonne gouvernance, et questions humanitaires et sociales. Cette classification va dans le sens de la Déclaration de Dar es-Salaam, qui prône l'instauration d'un véritable mécanisme de sécurité au niveau régional, le lancement d'initiatives de prévention, de gestion et de règlement pacifique des conflits, y compris l'adoption de pactes de non-agression et de défense mutuelle, et le renforcement de la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité des frontières communes, l'objectif étant de favoriser les relations de bon voisinage et la coopération multisectorielle.

49. La plupart des protocoles et des projets se recoupent en substance et se rejoignent dans leurs modalités d'application, conformément à l'optique régionale de la Déclaration de Dar es-Salaam en matière de promotion de la paix, de la sécurité, de la démocratie et du développement à long terme. Cette interconnexion des différentes thématiques et des questions traitées à l'intérieur de chacune d'elles témoignent de la pertinence de la stratégie fondée sur la sécurité commune.

Intégration et ouverture du processus

50. Comme cela a été évoqué ci-dessus, outre les représentants des gouvernements, des acteurs non gouvernementaux incontournables à l'échelle de la région ont pris part aux travaux de la Conférence, dont des organisations de femmes, de jeunes et de la société civile. Dans le même esprit, d'autres acteurs ont participé à l'élaboration des protocoles et des projets, notamment des organisations sous-régionales africaines. Six d'entre elles (Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et Autorité intergouvernementale pour le développement), ainsi que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), se sont engagés à appuyer le processus et ont participé à la plupart des réunions régionales. La constance de leur contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre du Pacte de stabilité, sécurité et développement, qu'ils seront appelés à coordonner, aura une importance capitale.

51. Dans le cadre du partenariat entre la région et l'ONU, les départements, organismes, fonds et programmes concernés ont continué de prodiguer des conseils techniques. Quatre entités des Nations Unies ont été chargées de faciliter le traitement des quatre thématiques : le Département des affaires politiques (DAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Dans leur domaine de compétence respectif, ces entités ont sollicité les différents organismes des Nations Unies, dont ils ont coordonné les contributions en vue de la préparation technique des ébauches de protocoles et de projets. Ces contributions ont pris des formes diverses, comme la collecte de données, la mise à disposition de moyens financiers et humains, la fourniture de conseils techniques, la sensibilisation et la mobilisation, et l'appui au niveau national. Il convient également de signaler que tout au long du processus, le PNUD a administré le fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Groupe des amis de la région des Grands Lacs, qui a financé la majorité des réunions préparatoires.

52. En outre, la Conférence coopère activement depuis le début avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), dont des représentants participent régulièrement aux réunions régionales de la Conférence. On ne saurait d'ailleurs trop insister sur le rôle de la MONUC étant donné que la République démocratique du Congo est au centre de la plupart des protocoles et des projets en préparation. Cette coopération devrait se poursuivre et se renforcer pour que les sujets de préoccupation et les compétences de la MONUC soient pris en compte dans les projets envisagés dans le domaine de la paix et de la sécurité et que ces projets soient en phase avec les activités prévues ou en cours d'exécution en République démocratique du Congo.

53. La participation des partenaires de développement internationaux est un autre élément crucial de la stratégie d'ouverture de la Conférence. Le Groupe des amis de la région des Grands Lacs est partie prenante au processus depuis décembre 2003. Il a fermement soutenu la Conférence sur les plans politique, financier et technique lors de la phase initiale qui a précédé le sommet de Dar es-Salaam, comme il continue de le faire, peut-être plus encore actuellement. Les experts et les coprésidents du Groupe des amis ont notamment participé activement aux travaux des groupes d'experts sur les questions thématiques, du Comité préparatoire régional et du Comité interministériel régional. Au nom de l'ensemble des pays et des organisations multilatérales membres du Groupe, le Canada et les Pays-Bas, coprésidents du Groupe, ont également tenu des consultations régulières avec les pays membres de la Conférence et le secrétariat conjoint. La contribution financière du Groupe, qui a assuré la majeure partie du financement des réunions préparatoires, a contribué pour beaucoup au succès de la Conférence. Je tiens ici à remercier à nouveau les membres du Groupe des amis pour le soutien sans faille qu'ils ont apporté au processus, et je les encourage à poursuivre leur action.

VI. Report du Sommet de Nairobi et conséquences

54. La demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo de reporter le Sommet, qui devait à l'origine se tenir les 15 et 16 décembre 2005 à Nairobi, était motivée par deux raisons : d'une part, le sommet était trop proche du référendum national sur le projet de constitution, organisé les 18 et 19 décembre 2005; d'autre part, les autorités de la RDC préféraient que le sommet se déroule à l'issue de la période de transition dans laquelle se trouvait le pays, laquelle devrait s'achever le 30 juin 2006.

55. Le report du Sommet de Nairobi a indéniablement eu des répercussions négatives sur le processus. Il a aggravé le risque d'essoufflement de la dynamique qui prévalait jusqu'alors. En outre, s'il se produisait de nouveaux événements fâcheux dans la région, le processus de la Conférence pourrait s'en trouver fragilisé, tandis que certains verront peut-être dans le report du sommet le signe d'un manque d'engagement envers le processus. Enfin, le retard accumulé exigera des ajustements budgétaires non prévus.

56. Cela dit, le report du Sommet de Nairobi laisse du temps supplémentaire pour affiner l'ensemble des documents, améliorer les campagnes de communication, de sensibilisation et de mobilisation de ressources, renforcer la participation des acteurs importants de la société civile, des femmes, des jeunes, des parlementaires et du secteur privé à la préparation de la phase de mise en œuvre des documents de la Conférence, et mettre au point le mécanisme de suivi de façon plus approfondie et soignée. Les gouvernements des pays constitutifs de la région devraient également en profiter pour définir le nombre et la teneur des protocoles et des projets en cours d'élaboration et leur attribuer un degré de priorité, en faisant preuve d'un réalisme et d'un pragmatisme plus grands.

57. Pour entretenir la dynamique suscitée par la Conférence et empêcher que celle-ci ne passe au second rang des préoccupations d'ici la tenue du deuxième sommet, les coordonnateurs nationaux ont décidé, à leur dernière réunion tenue à Nairobi le 7 novembre 2005, d'organiser au premier semestre de 2006 de nouvelles consultations régionales avec des experts juridiques et financiers, pour affiner les

protocoles et les projets, avec des parlementaires, pour s'assurer l'appui des organes législatifs nationaux, auxquels il sera le plus souvent demandé de ratifier le pacte proposé, d'approuver le budget de la phase de mise en œuvre et de diffuser l'information auprès de la population, avec le secteur privé, pour obtenir les contributions nécessaires au financement et à la mise en œuvre des grands projets, en particulier dans le domaine économique, et avec des organisations de la société civile, pour veiller à ce que ses préoccupations ne soient pas négligées par les gouvernements. Il est également prévu que les coordonnateurs nationaux du Comité préparatoire régional et du Comité interministériel régional participent avant la tenue à Nairobi du deuxième sommet de la Conférence à d'importantes réunions politiques et diplomatiques au niveau régional.

VII. Observations et recommandations

58. Le report du deuxième sommet a perturbé la dynamique encourageante que le processus de la Conférence était parvenu à créer. Il convient que les pays de la région mettent tout en œuvre pour garantir que le sommet de Nairobi se tienne le plus tôt possible, l'objectif étant d'entretenir la dynamique ainsi créée et d'exploiter les progrès et les réalisations accomplis jusqu'ici.

59. J'encourage les membres du Conseil de sécurité à exprimer sans réserve leur soutien à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et à exhorter les pays membres à réaffirmer leur attachement à l'esprit et aux dispositions de la Déclaration de Dar es-Salaam et à redoubler d'efforts pour permettre la tenue du sommet de Nairobi et signer le Pacte de stabilité, sécurité et développement. Par ailleurs, il est urgent de convenir d'une date pour le deuxième sommet et de la faire connaître sans délai, ce qui montrerait clairement, dans une période où le doute s'installe, que le processus se poursuit.

60. La Conférence est parvenue à réduire de moitié le nombre de protocoles et de projets prévu initialement. Bien que ces documents puissent encore paraître trop nombreux, le fait est qu'ils découlent de négociations complexes et délicates au cours desquelles les pays membres ont dû faire un certain nombre de compromis. Je voudrais également souligner que les pays de la région ont fait des efforts considérables, après les réunions qui se sont tenues à New York en septembre 2005 entre les Ministres des affaires étrangères des pays membres de la Conférence et leurs homologues du Groupe des amis, pour établir des priorités.

61. Néanmoins, il est encore possible et nécessaire d'affiner les priorités établies, ce qu'il faudrait faire d'ici les réunions régionales qui précéderont la tenue du deuxième sommet à Nairobi. Il faudrait aussi programmer plus rigoureusement la mise en œuvre des protocoles et des projets. Si les protocoles sont censés imposer des obligations à leurs signataires, au titre d'instruments juridiques régionaux reconnus, en ce qui concerne des questions de principe comme la non-agression, la lutte contre l'impunité, la prévention de l'exploitation illégale des ressources naturelles et la protection des personnes déplacées, les projets sont assortis d'un calendrier et d'un budget bien précis et peuvent donc être plus facilement hiérarchisés en fonction de leur degré d'urgence, de leur importance et de leur faisabilité.

62. Il convient également de mieux faire connaître la Conférence au public. Une stratégie d'information, de communication et de sensibilisation plus efficace doit

être conçue et appliquée aux niveaux national, régional et international pour mobiliser les énergies en faveur de la mise en œuvre du Pacte de stabilité, sécurité et développement.

63. C'est dans le même esprit qu'à leur dernière réunion les coordonnateurs nationaux ont proposé de nommer deux personnalités, représentant respectivement la région et la communauté internationale, ambassadeurs itinérants de la Conférence.

64. En dernier lieu, il faut que la Conférence soit perçue comme un mécanisme régional essentiel pour la consolidation de la paix. Compte tenu de la création de la Commission de consolidation de la paix, la Conférence offre une excellente occasion, qui ne doit pas être négligée, de consolider la paix au niveau régional. Il serait regrettable que la dynamique du processus s'essouffle à un stade si avancé, après que des moyens considérables aient été mis en œuvre pour réunir tant de parties à des conflits. L'adoption et la mise en œuvre du Pacte de stabilité, sécurité et développement envisagé pourraient bien apporter durablement aux peuples de la région la paix et le développement économique et social auxquels ils aspirent tant.

65. Il est indispensable de veiller à ce que, à l'issue du deuxième sommet, les fonctions assurées par le secrétariat conjoint ONU/Union africaine soient transférées en douceur à un mécanisme régional. De toute évidence, les activités dont la Conférence est chargée sont en phase avec les principes, les objectifs et les buts énoncés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1625 (2005) et les responsabilités qui m'ont été confiées au paragraphe 3 de cette résolution, et leur sont intimement liées. Mon Représentant spécial pour la région des Grands Lacs peut jouer un rôle appréciable en apportant son soutien aux initiatives de diplomatie préventive. Il continuera par ailleurs de faire office de coordonnateur des activités politiques des Nations Unies, en vue en particulier du renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales ou sous-régionales, en attendant la création de la Commission de consolidation de la paix et l'application de son mandat aux situations de conflit dans la région des Grands Lacs.

66. J'attends par conséquent du Conseil de sécurité qu'il continue de soutenir le Bureau du Représentant spécial pour la région des Grands Lacs pendant un délai supplémentaire de six mois à compter de la signature du Pacte de stabilité, sécurité et développement. Je procéderai alors à une évaluation du rôle de l'ONU dans l'application des différentes dispositions du Pacte.

67. Enfin, je tiens à féliciter mon Représentant spécial pour la région des Grands Lacs et son équipe pour leur contribution aux préparatifs de la Conférence.

Annexe I

Réunions postérieures à l'adoption de la Déclaration de Dar es-Salaam, consacrées à l'élaboration des ébauches de programmes d'action, de protocoles et de projets

- | | |
|--|---|
| • 14-16 février 2005 | Première réunion du Comité préparatoire régional à Kigali |
| • 15-18 février 2005 | Première réunion du Comité interministériel régional à Kigali |
| • 4-8 avril 2005 | Première réunion du Groupe technique thématique à Mombasa (Kenya) |
| • 27 juin-1 ^{er} juillet 2005 | Deuxième réunion du Groupe technique thématique à Nairobi |
| • 18-21 juillet 2005 | Deuxième réunion du Comité préparatoire régional à Lusaka |
| • 22-23 juillet 2005 | Deuxième réunion du Comité interministériel régional à Lusaka |
| • 5-11 septembre 2005 | Troisième réunion du Groupe technique thématique à Nairobi |
| • 26-30 septembre 2005 | Troisième réunion du Comité préparatoire régional à Luanda |
| • Octobre 2005 | Troisième réunion du Comité interministériel régional (n'a pas encore eu lieu en raison du report du deuxième sommet) |

Annexe II

Réunions prévues en 2006

<i>Période</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays hôte</i>
Janvier	Réunion régionale d'experts juridiques	Congo
30-31 janvier	Réunion du Comité préparatoire régional	Kenya
Février	Réunion de parlementaires	République démocratique du Congo
Février	Réunion régionale d'experts financiers et budgétaires	
	Réunion du Comité interministériel régional précédée d'une réunion des coordonnateurs	Ouganda République centrafricaine
Mars	Réunion des Communautés économiques régionales	Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba
Avril	Réunion de représentants du secteur privé	Zambie
Avril	Réunion des coordonnateurs nationaux	À préciser
Mai	Femmes, jeunes et société civile	Rwanda
	Médias	Burundi
À préciser	Réunion du Comité interministériel régional précédée d'une réunion des coordonnateurs nationaux	À préciser
Deuxième quinzaine de juillet ou première quinzaine de septembre	Éventuel Sommet des chefs d'État et de gouvernement [à confirmer]	Kenya